

## *Une grande manifestation terrienne à Kirchberg BE*

## *La compétitivité indigène, maître-mot de l'économie nationale, mais pour qui ?*

## *La non-conformité aux accords internationaux est un vil prétexte, si ce n'est un mensonge*

## *C'est au pied du mur que l'on reconnaîtra le maçon fédéral*

### *Sauver le sucre suisse avec la bonne volonté du Conseil fédéral*

Dans une ambiance de revendications encore confiantes dans l'ordre établi, comme dans les autorités fédérales, les planteurs de betteraves sucrières de tout le pays se sont donné rendez-vous à Kirchberg. Avec une colère contenue, ils ont déposé à l'attention du Conseiller fédéral Schneider – Ammann, une résolution à la fois sensée et raisonnable appelant au secours de la production de sucre suisse, en particulier en demandant le rétablissement d'une taxe douanière efficace sur le sucre importé, comme l'a fait l'Union européenne dans le même temps où elle abolit ses quotas sucriers. La légitimité des revendications de ce rassemblement lui a même valu la participation du Conseiller d'Etat vaudois Philippe Leuba, président des Directeurs cantonaux de l'agriculture.

Directement interpellé sur ses terres, le chef du Département fédéral de l'économie publique a répondu, par écrit, bien comprendre ces problèmes, sans consentir pour autant à venir en aide aux betteraviers, la priorité étant donnée, à ses yeux, à la compétitivité de l'industrie agro-alimentaire. Apparemment, le salut de cette dernière dépend prioritairement de la possibilité d'acheter du sucre le meilleur marché possible, singulièrement au niveau de dumping des cours mondiaux du sucre, eux-mêmes tributaires de ceux du pétrole avec lequel la production d'éthanol issue du sucre de canne est directement en concurrence. La valeur ajoutée, c'est semble-t-il pour les autres...

Pressentant que l'iniquité qui prévaut en défaveur des producteurs dans la quasi-totalité des filières agro-alimentaires ne saurait justifier un attentisme irresponsable, la Confédération espère, voire promet une remontée des cours du sucre. Surtout, notre Ministre de l'agriculture se réfugie derrière une prétendue non-conformité aux accords bilatéraux avec l'UE en cas d'adaptation des taxes douanières sur le sucre importé. Or, les seuls engagements pris par la Suisse en la matière concernent le sucre contenu dans les produits transformés, et non le sucre importé pour une fabrication industrielle en Suisse, pour lequel les règles du trafic de perfectionnement actif seraient au surplus applicables. Or, la fixation temporaire d'une taxe plus élevée à l'importation du sucre blanc, en période de cours très bas, présente le double avantage d'être adaptable au fur et à mesure de l'évolution du marché mondial, et simultanément de remplir les caisses de la Confédération plutôt que de devoir financer durablement de nouvelles subventions au détriment d'autres charges fédérales, ou pire par le budget agricole lui-même.

Comme le maçon, c'est au pied du mur que l'on attend de voir à l'œuvre l'entrepreneur du Conseil fédéral. Il dispose d'outils légaux adéquats, parfaitement fonctionnels, qu'il peut appliquer immédiatement. La branche sucrière, comme toute la profession agricole, attend par conséquent du Conseil fédéral qu'il agisse sans délai, de manière concrète et avec discernement, plutôt que de refuser l'obstacle, obsédé par une peur irrationnelle de mesures de rétorsions internationales, somme toute bien peu probables dans des conditions où l'Union européenne est aujourd'hui en mesure de taxer nos exportations de sucre, alors que nous nous interdisions paradoxalement la réciprocité.

Ch. Aeberhard